

# **Pour un mouvement climat radical, populaire et ancré sur les territoires**

**Feuille de route  
2023-2025**



**ALTERNATIBA**

**ANV**  
ACTION NON-VIOLENTE  
**COP 21**



**Pour un mouvement climat  
radical, populaire et ancré sur les territoires**

Feuille de route 2023-2025  
Alternatiba / ANV-COP21

I. Bilan 2018-2022 du mouvement Alternatiba / ANV-COP21	3
II. Contexte politique et social	4
III. Nos priorités vont à construire un mouvement utile, populaire, ancré dans les territoires et actif au niveau global	6
IV. Améliorer l'organisation et le fonctionnement d'Alternatiba et ANV-COP21	8
<b>Introduction</b>	<b>10</b>
<b>I) Bilan 2018 - 2022 du mouvement Alternatiba / ANV-COP21</b>	<b>12</b>
1. La lutte climatique, une victoire idéologique	12
2. Alternatiba / ANV-COP21 : une force de mobilisation ancrée sur les territoires	13
3. Dimension sociale de la lutte climatique	18
<b>II) Analyse et enjeux de la situation politique</b>	<b>19</b>
1. Le vieux monde court à sa perte	19
2. En France, un pas en avant, deux pas en arrière	21
3. Le mouvement climat : plus nombreux, moins massif ?	25
4. Les échéances politiques pour les années à venir	27
<b>III) Nos projets prioritaires pour les 2 ans et demi à venir</b>	<b>29</b>
1. Un mouvement utile	30
2. Un mouvement populaire	37
3. Un mouvement ancré sur les territoires et actif au niveau global	43
<b>IV) Améliorer l'organisation et le fonctionnement d'Alternatiba et ANV-COP21</b>	<b>49</b>
1. Un réseau de groupes en lien	50
2. Une gouvernance qui évolue	52
3. Un mouvement démocratique et efficace	55
4. L'importance de l'humain	59
5. Des finances saines pour un mouvement indépendant	60

# LE RÉSUMÉ

Voici un résumé de la feuille de route du mouvement Alternatiba / ANV-COP21, qui décrit un aperçu de notre horizon politique et stratégique de 2023 à 2025. N'hésitez pas à lire la version complète [ci-dessous](#).

## I. Bilan 2018-2022 du mouvement Alternatiba / ANV-COP21

I.1. Le mouvement climat s'est étendu et diversifié, a gagné en crédibilité. Une conscience accrue traverse maintenant tous les espaces politiques. L'inaction et le faux discours écologique des dirigeants de l'État ont été rendus perceptibles et même condamnés en justice. Mais les effets du dérèglement climatique se font de plus en plus sentir et le mouvement climat reste malheureusement minoritaire politiquement, et même culturellement.

I.2. Alternatiba / ANV-COP21, étendu (120 groupes locaux), s'est donné des outils d'échange, des instances de gouvernance, des moyens humains, qui permettent de soutenir les groupes locaux pour des campagnes globales. Beaucoup de groupes ont traversé le coup d'arrêt du Covid, en s'autonomisant, en renforçant leur intervention locale contre des Grands Projets Inutiles et Imposés et pour des avancées, et parfois, nouveauté, en développant une Base.

Mais le développement rencontre des limites : les groupes (leurs besoins, leurs projets) sont très divers ; trop d'informations, pourtant nécessaires pour répondre au besoin de transparence, tue l'information ; des salarié.es ont été mis.es ou laissés.es en souffrance ; le triangle "méthodes de prise de décision / capacités

et représentativité des instances décideuses / réalités à gérer" dysfonctionne parfois.

Notre système de coordination a facilité la participation mais pas assez la responsabilisation des militant·es et des groupes. L'équipe d'animation 2019-2022, elle, a connu une division, et le mouvement, forcé en décembre 2022 à un choix entre listes concurrentes, doit faire cohésion à nouveau.

I.3. Le mouvement climat a noué des contacts avec des mouvements sociaux (Gilets Jaunes, syndicats).

## II. Contexte politique et social

II.1. Le dérèglement climatique mondial entame déjà l'habitabilité de la Terre, des seuils sont dépassés. La lutte pour l'enrayer devra se combiner à la lutte pour s'adapter, dans un contexte de reprise économique post-covid, de guerres, de crise énergétique, de conflits pour les ressources, de migrations forcées, d'effondrements de biodiversité.

II.2. En France, la situation est contrastée. La politique d'État néolibérale se poursuit ouvertement, avec une répression anti-sociale et anti-environnementale qui se systématisent et conduisent à des profits économiques provocants pour une population dont le pouvoir de vivre recule. Le climat social tendu et les colères pourraient se tourner vers l'extrême-droite, alors que selon nous les intérêts de la population sont portés par le mouvement climat.

D'un autre côté, quelques avancées sont observées, avec une intégration plus ou moins adéquate de l'écologie dans les discours de tout le champ politique, médiatique, économique, qui a pu se concrétiser lors d'élections, notamment municipales. Cela légitimise

notre action, mais nous oblige à prendre garde au sensationnalisme médiatique superficiel et aux acteurs qui invoquent la lutte climatique pour leurs intérêts économiques ou politiques, voire pour de nouveaux projets écocidares.

Luttant contre la poursuite des grands projets artificialisants, nous porterons attention aux mobilisations directement fondées sur les besoins des habitant·es et travailleur·ses de la terre.

A souligner : la structuration de notre mouvement est adaptée au fait que 2023-2025 sera le moment ou jamais pour des politiques municipales de métamorphose écologique.

II.3. De nouveaux acteurs (collectifs activistes, scientifiques, jeunes professionnels en rupture...) apportent au mouvement climat de nouvelles forces, avec des entrées et des stratégies complémentaires. Cependant, la part visible du mouvement (que les médias réduisent aux actions de désobéissance en petits groupes) n'implique pas suffisamment les classes populaires, pourtant premières à être touchées par les conséquences du dérèglement ; et on n'y retrouve pas assez la dimension massive qu'on voyait avant ces dernières années (marches climat), ni les alternatives et le récit qui portent une vision positive du futur.

II.4. Liste des événements et dates à retenir dans les années à venir, qui pourraient jaloner nos actions et nos campagnes.

### III. Nos priorités vont à construire un mouvement utile, populaire, ancré dans les territoires et actif au niveau global

Pour la période 2023 - 2025, nous voyons six priorités dans nos projets :

1. Arracher des victoires concrètes face au dérèglement climatique, contre ses responsables ou sur des thématiques stratégiques comme le logement et les mobilités
2. Apporter au mouvement climat ce que nous identifions actuellement comme manquant : la dimension massive, une dynamique de mobilisation sur les alternatives, et la diffusion plus large d'une vision écologique de la société
3. Montrer que le mouvement climat est le mouvement de défense de la population
4. Construire des mobilisations inclusives et en phase avec la société, en continuant d'affirmer et de développer la stratégie non-violente et le logiciel radicalo-pragmatique
5. Augmenter notre rapport de force et notre ancrage sur les territoires, notamment via la création de nouveaux groupes et de nouvelles formes de collectifs, la multiplication des bases et l'évolution de notre campagne Alternatives Territoriales
6. Mieux articuler l'action au niveau local et l'action coordonnée des groupes au niveau global

Nous détaillons la vision de notre rôle et ces six priorités dans les trois axes de travail suivants : être un mouvement utile, populaire, et ancré dans les territoires au service d'une stratégie globale.

**Un mouvement utile** = avec des victoires à grande ou petite échelle, concrètes, symboliques et/ou juridiques, qui aient de véritables impacts sur le climat, sur des territoires et des thèmes stratégiques ; en rendant plus accessible notre récit d'un monde soutenable ; en essayant des techniques de réunion et d'action efficaces. Des terrains de bataille, avec leurs enjeux matériels, mais aussi culturels et de dynamique locale, sont identifiés : les transports, le logement, l'énergie, les Grands projets inutiles imposés, la lutte contre les responsables du dérèglement climatique, le respect des engagements pris et des lois qui vont dans le bon sens..

**Un mouvement populaire** = apportant la dimension massive qui manque, pour mobiliser sur les alternatives et diffuser plus largement une vision écologique de la société ; montrant que le mouvement climat est le mouvement de défense de la population ; mobilisant de manière inclusive en phase avec la société, par la stratégie non-violente qui combine radicalité et pragmatisme et qui marche sur ses deux jambes : proposition d'alternatives et résistance-désobéissance civile.

Nous voulons développer une écologie populaire, qui rassemble le plus grand nombre et s'enrichit des diversités. A la fois valoriser la diversité populaire qui existe dans notre mouvement et nous ouvrir à celle qui n'y est pas encore. Nous décentrer et dialoguer avec une plus grande variété d'acteurs. Renforcer notre posture apaisante. Aller sur plus de terrains et territoires. Mieux relier les besoins immédiats des gens et les problèmes globaux. Continuer à faire le pari que c'est la pratique qui crée le plus facilement la conscience, et que l'action crée les liens. Rendre plus crédible et désirable notre vision du monde à venir. Varier les formes d'engagement, notamment pour les débutant·es, aller au-delà des formes et codes dont nous avons l'habitude. Être plus en phase avec les temporalités sociales en conciliant cap de long terme, travail structurant de moyen terme, réactivité rapide.

**Un mouvement ancré dans les territoires et actif au niveau global, en créant des groupes et des bases qui maillent la société et les territoires, en diversifiant nos formes de collectifs ; en animant dans la durée la campagne Alternatives Territoriales ; en intégrant mieux nos groupes hors de France, en progressant dans nos capacités à élaborer des stratégies, à agir en justice, à mobiliser nos forces au-delà de leurs périmètres locaux pour des actions coordonnées.**

#### **IV. Améliorer l'organisation et le fonctionnement d'Alternatiba et ANV-COP21**

Avec le changement d'échelle du mouvement, des problèmes d'une complexité nouvelle, manifestés dans la crise interne de 2022, demandent de réformer le fonctionnement. Ce projet, mis en œuvre par l'équipe d'animation et un groupe de travail ouvert au réseau, se déploiera sur la durée de cette feuille de route.

Alternatiba / ANV-COP21 restera fait de groupes locaux divers, autonomes mais solidaires, soucieux de contribuer au réseau commun, complétés par une équipe d'animation globale qui les aide et assume les fonctions qui ne relèvent pas d'un territoire local. Il faudra répartir au mieux les moyens communs, et réfléchir à la situation particulière de la capitale parisienne, territoire local mais aussi lieu de pouvoir national.

Nous devons faire évoluer notre gouvernance, en clarifiant le pouvoir des diverses formes de coordination, qui doit tenir compte des disparités de disponibilité entre personnes ou entre groupes, et en protégeant les personnes sur qui retombent les décisions prises. L'équilibre des "contre-pouvoirs" entre Team et Coordinations est un principe à conserver, mais à mieux préciser. Les commissions et groupes de travail, lieux ouverts et décisifs, et même décisionnels, doivent être plus investis par les bénévoles. La relation du mouvement (Team et Coordination) avec son équipe de gestion



quotidienne (permanent·es) n'est pas une simple relation de décideur·ses à exécutant·es, mais de collaboration. Cela ne doit pas empêcher de reconnaître et identifier les responsabilités d'employeur et les enjeux de bien-être et de conditions de travail.

Nous devons enfin revoir, en s'y prenant à temps, le processus démocratique de désignation de l'équipe d'animation, en le liant au processus de construction de la feuille de route.

Notre mouvement doit, avec réalisme, maintenir son ambition d'être démocratique et efficace. Répartir les décisions, en l'explicitant, dans des espaces compétents auxquels on fait confiance, mais qui restent disposés à justifier leurs décisions et, sauf besoin de confidentialité, ouverts à la participation. La méthode "consensus, consentement, blocage" qui reste notre règle comporte un risque de paralysie et il faut que les processus de déblocage soient mieux déterminés.

Notre fonctionnement, nos façons de travailler (conduite rigoureuse des réunions, moyens de communication dont RocketChat, etc.), l'expérience accumulée par certain·es d'entre nous, tout ceci est utile au mouvement, mais nous veillerons à ce que cela n'empêche pas d'inclure des personnes nouvelles et différentes.

En général, nous devons améliorer notre gestion des situations difficiles et des conflits.

Pour maintenir l'indépendance de notre mouvement, dans le contexte actuel (inflation, concurrence entre associations...), nous devons diversifier nos sources de financement, en renforçant le sens de responsabilité de chaque niveau du mouvement et en conciliant besoins globaux et locaux.

# La feuille de route - version complète

## Introduction

### **“Qui aurait pu prévoir la crise climatique ?”**

Eh bien, tant de gens. Nous aussi. Avec la même prévoyance, nous savons que le bouleversement climatique et écologique est déjà en partie irréversible et que la lutte pour limiter l'ampleur de la catastrophe va se poursuivre sur le long-terme.

Cette feuille de route, destinée aux personnes qui s'engagent avec le mouvement Alternatiba / ANV-COP21, dessine le futur proche (2023-2025) que nous entrevoyons, et ce que nous y ferons advenir ensemble. Il ne s'agit pas d'un programme ou plan d'actions, mais d'un horizon pour nous coordonner et nous inspirer, pour penser nos combats comme les parties d'un effort cohérent, pour essayer de ne rien oublier, ni personne, en chemin. Elle est validée par la coordination, et sert de guide dans les décisions de l'équipe d'animation, qui est chargée de s'y référer dès que nécessaire. Au niveau local, chaque groupe se l'approprie à sa façon, en fonction des dynamiques de son territoire.

Dans cette feuille de route, nous rapportons d'abord le bilan que le mouvement Alternatiba / ANV-COP21 a tiré de la période récente (2018-2022) et ses constats sur le contexte actuel. Nous formulons ensuite des axes de travail qui pourront guider nos actions, avant de poser la question de notre fonctionnement. Elle sera le guide de l'équipe d'animation (Team) du mouvement de l'automne 2023 au mois de décembre 2025. Chaque commission et groupe de travail aura ensuite la charge de mettre en place des stratégies et plans d'actions permettant d'atteindre ces objectifs, tout en se laissant la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir répondre à l'actualité et se mobiliser en cohérence avec les mobilisations naissantes au fil des évènements.

Ce document a été élaboré en sollicitant l'intelligence collective, peu à peu, dans un processus alternant des consultations, des propositions de reformulations, des processus de validation. Si vous n'êtes pas d'accord avec certains éléments, cela ne veut pas dire que vous n'avez pas votre place dans le mouvement, mais cela signale sans doute qu'il y a quelque chose à élucider, à discuter, peut-être à adapter ou même à ignorer, si cela n'aide pas l'action collective. A vous de juger si la recherche de consensus inspirants mérite ou non de dépenser un peu d'énergie pour faire modifier ce document.

Problèmes, solutions, alliées, adversaires, victoires, défaites, nous n'avons pas la prétention de tout prévoir. Comme boussole, le mouvement a quelques projets clairs, quelques autres perspectives plus floues, et pour certains sujets, nous n'avons encore que nos principes et nos espoirs, voire de simples mots. Certains points font déjà consensus dans le mouvement, d'autres sont en discussion, d'autres enfin sont plutôt des questions qui nous amèneront peut-être à des choix que nous n'avons pas encore réfléchis et à des réponses convergentes ou non. Nous avons essayé de différencier dans cette feuille de route les pistes bien balisées, les carrefours connus, les directions incertaines : à nouveau, s'il vous semble que la feuille de route ne reflète pas l'état des opinions dans le mouvement, c'est peut-être qu'il vaut la peine d'en parler et de faire évoluer la feuille... ou le mouvement !

C'est de cette façon, très ouverte, que nous espérons qu'une feuille de route pourra être utile à notre mouvement. Nous avons confiance en chacun·e d'entre nous et dans les collectifs de notre mouvement pour inventer, dans les choix pratiques et dans la discussion, un futur désirable commun.

## I) Bilan 2018 - 2022 du mouvement Alternatiba / ANV-COP21

### **1. La lutte climatique, une victoire idéologique**

La séquence 2018-2019 a fait monter d'un cran le mouvement climat, et nous y avons contribué. Pétition record et recours en justice de l'Affaire du siècle, longue série de marches pour le climat dans toute la France, montée en puissance et légitimation des actions de désobéissance civile non-violentes comme les 151 décrochages de portrait ou l'action de blocage sur le site de la Défense contre "la République des Pollueurs" avec 2000 activistes, ainsi que des projets structurants de grande ampleur comme le Tour Alternatiba ou le Camp Climat à Kingersheim. Par la multiplicité des actions à retentissement lancées, le mouvement climat a suscité un engagement massif au sein de la société civile. Cette série de mobilisations et d'actions nous ont permis de décrédibiliser le discours faussement écologique d'Emmanuel Macron et de démasquer le décalage entre sa communication politique et la réalité des faits. La double condamnation de l'Etat pour inaction climatique constitue une victoire importante qui crée un point d'appui très solide pour légitimer l'action de désobéissance civile face aux responsables de l'inaction climatique, ainsi que pour obtenir des avancées concrètes.

Aujourd'hui, la lutte pour le climat traverse tous les mouvements sociaux et les conséquences sociales concrètes directes et indirectes du dérèglement climatique sont de plus en plus visibles. La consolidation du mouvement climat en approfondissant les alliances avec des mouvements sociaux et les premiers concernés progresse, même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Des victoires idéologiques ont été remportées, comme le montrent, par exemple, la politisation du sujet de l'aviation qui n'était pas questionné jusqu'alors, ou encore les dix relaxes obtenues dans les procès de décrochages de portraits d'Emmanuel Macron. Cependant, nous observons encore peu de prise au niveau légal et institutionnel, comme l'illustre le démantèlement dans la Loi Climat et Résilience de la quasi-totalité du programme élaboré par la Convention Citoyenne pour le Climat. En conséquence, nous sommes encore loin de l'inflexion des courbes d'émissions que nous devons atteindre. Ces déceptions face au manque de mesures politiques à la hauteur et une fenêtre d'action qui diminue fortement accroissent le sentiment d'urgence et de peur. Si la conscience de la catastrophe climatique a beaucoup progressé au sein de la population (y compris sur les causalités politiques), beaucoup constatent que le rapport de force augmente encore trop lentement et reste insuffisant pour constituer une majorité culturelle ou remporter les élections majeures comme celles de 2022, par exemple.

## **2. Alternatiba / ANV-COP21 : une force de mobilisation ancrée sur les territoires**

Après une phase d'expansion forte du réseau dans le sillage du Tour Alternatiba 2018, la période a surtout été celle d'une pérennisation et d'une structuration renforcée du réseau. Aujourd'hui, le mouvement est composé de 120 groupes locaux Alternatiba et/ou ANV-COP21, un chiffre qui montre la force de notre réseau et son ancrage sur les territoires.

En incarnant dans la rue des idées présentes au sein de la population et en matérialisant de plus en plus de lieux d'organisation sur le territoire, le mouvement Alternatiba / ANV-COP21 s'est confirmé comme un acteur reconnu pour sa force de mobilisation, pesant plus lourd dans le rapport de force.

Si la crise du covid-19 et les confinements ont mis un coup d'arrêt aux grandes mobilisations de masse et engendré un ralentissement des actions, d'activité générale et d'effectifs, les bases stables du mouvement nous ont permis de tenir le coup. Les initiatives lancées - parution du livre "Et si... Le monde d'après ne ressemblait pas au monde d'avant", organisation de formations en ligne, réadaptation du Camp Climat en formats locaux et régionaux - ont témoigné de la résilience et des capacités d'adaptation d'Alternatiba / ANV-COP21. Paradoxalement, toute une série de groupes locaux se sont renforcés au cours de cette période. C'est d'ailleurs à cette période que de nombreux groupes locaux ont ressenti le besoin de construire une Base dans leur ville pour continuer à se retrouver et garder une liberté d'agir malgré les restrictions d'ouverture des lieux qui servaient habituellement à l'organiser.

En parallèle de la bataille culturelle qui marque des points au niveau global, les résultats plus concrets et tangibles de notre mouvement sont surtout visibles à l'échelle locale, par le biais de victoires contre des grands projets inutiles et imposés, par exemple contre l'installation d'entrepôts Amazon en Loire-Atlantique, Seine-Maritime, Alsace et dans le Gard, ou via des réglementations locales. Les groupes locaux du réseau ont beaucoup développé leurs stratégies, en articulant plaidoyer, pétitions, actions et mobilisations, et sont devenus beaucoup plus autonomes et investis dans les luttes et initiatives de leurs territoires au niveau local. Depuis 2020, la prise en main d'outils de plaidoyer (Pacte pour la Transition, outils locaux avec différentes alliances) ont aidé de nombreux groupes à s'imposer comme acteurs importants des politiques locales. Dans des territoires de plus en plus nombreux, les groupes sont identifiés, crédibles et en mesure de dialoguer avec les élu·es, permettant d'infléchir les politiques locales en étant dans la co-construction, ou en exerçant un rapport de force.

La multiplication des Alternatibases (de 2 à 15 lieux en quatre ans, et plusieurs autres en projet) a pérennisé l'ancrage territorial du mouvement et la solidité des groupes dans les écosystèmes militants locaux.

### Fonctionnement en inter-orga

Nous participons à des inter-orga nationales comme le Collectif pour une Transition Citoyenne et le Réseau Action Climat, notamment dans la campagne Alternatives Territoriales, ou l'Alliance Ecologique et Sociale ("Plus jamais ça", espace stratégique pour le rapprochement des syndicats et des mouvements écologistes).

Nous participons aussi à des inter-orga plus thématiques, comme Stay Grounded (aviation), La Déroute des Routes (alternatives au tout-routier), sur Total, etc., le gaspillage énergétique, la précarité énergétique, pour relayer dans de larges mobilisations l'expertise et le plaidoyer d'associations spécialistes.

Nos groupes locaux sont très présents aussi dans des inter-orga plus locales, notamment de lutte contre des GPII, et y ont souvent un rôle actif, parfois en y important la "méthode Alternatiba".

Avec les Camps Climat et les Bases, qui peuvent reposer sur des inter-orga, cela fait qu'Alternatiba et ANV-COP21 ont, dans certains territoires, un rôle dynamisant au sein du mouvement climat qui s'est diversifié, parfois même à leurs dépens : ces inter-orga peuvent prendre beaucoup d'énergie, reposer principalement sur les groupes Alternatiba et ANV-COP21, alors qu'elles apportent à toutes les organisations du collectif de façon égale.

Nous avons dans tout cela à trouver et faire évoluer notre place, au service d'un mouvement global qui devra être de bien plus grande ampleur. Nous comptons sur l'addition de forces autonomes et sur la complémentarité avec d'autres orgas. Nous nous positionnons comme un mouvement "généraliste" et pluraliste de mobilisation, de propositions et de protestations, pour le climat, le vivant, la justice sociale, qui ne souhaite pas inclure ou faire se regrouper "tout le monde", mais parler à, être accueillant à tout ce monde, notamment à des néo-militant·es de divers horizons.

### Organisation interne

L'organisation interne de notre mouvement s'est renforcée avec des outils d'échange (Coordinations mensuelles mutualisées aux deux mouvements à partir de 2020, développement de Rocket Chat...) et des processus de gouvernance cadrés, ce qui a garanti une certaine continuité dans les actions menées par le mouvement avec l'ouverture de nouveaux postes pour répondre au besoin du développement et s'adapter au contexte et la pérennisation de certains postes. Le mouvement a poursuivi sa volonté de soutenir et renforcer les groupes locaux pour les mobilisations hexagonales - comme les conférences occupation, les camps climat ou des marches climat... - avec des kits de mobilisation, des formations, ou encore des propositions d'actions. Tout en gardant en tête la force que représente l'autonomie des groupes locaux !

Cependant, nous observons en interne des difficultés d'adaptation dues à notre stade de développement ainsi qu'à une conjoncture difficile (pandémie, reflux militant) qu'on a pu constater aussi dans plusieurs autres organisations militantes : une partie des groupes sont en stagnation et manquent de projets communs à l'échelle du mouvement global pour se renforcer ou se relancer, le fonctionnement interne du mouvement a atteint plusieurs limites, notamment sur les articulations entre les différentes instances et



les méthodes de prise de décision collective. L'augmentation du nombre de salarié-es de l'équipe d'animation a généré certaines situations de souffrance, incompatibles avec le monde que nous voulons faire advenir.

Au sujet du fonctionnement en réseau, nous constatons une difficulté à tenir l'équilibre entre la forte demande de transparence et l'écueil "d'infobésité" avec un nombre d'informations communiquées souvent jugé trop important et difficile à traiter. Il est aussi devenu très complexe de concilier des besoins qui se sont diversifiés parmi les groupes : certains étant en demande de projets émanant de l'équipe d'animation qui les aident à se développer, et d'autres ayant gagné en autonomie et n'y voyant plus d'intérêt ou un intérêt secondaire. La diversité des groupes locaux et leur ancrage accru dans les activités locales rendent de surcroît beaucoup plus ardue la recherche de projets communs à tout le réseau.

Notre système d'espaces de coordination à l'échelle du réseau a facilité la participation mais peut-être moins la responsabilisation et la continuité des militant-es. A-t-il suffisamment permis que les débats nécessaires soient posés et saisis par le mouvement, et que soient prises des décisions adaptées représentant et engageant vraiment les groupes locaux ? Des désaccords de vision et de méthode sont apparus au sein de l'équipe d'animation 2019-2022, et l'équipe d'animation suivante a dû être désignée par élection entre deux listes portant des visions différentes. Or nous aspirons à un fonctionnement consensuel et inclusif qui nous protège des "luttres de pouvoir" des organisations classiques. Nous avons donc là une blessure à soigner en priorité, et besoin d'adapter notre fonctionnement pour mieux nous prémunir de ce type de crises.

### 3. Dimension sociale de la lutte climatique

Le mouvement Alternatiba / ANV-COP21 a participé à ce que l'urgence climatique et la justice sociale soient de plus en plus liées dans les esprits. La dimension sociale de la lutte climatique a été plus visible, en particulier grâce aux liens avec les Gilets Jaunes et les syndicats ; ce qui nous a donné des points d'appui pour nous éloigner de l'image "bobo écolo" et envisager de travailler plus sérieusement la mobilisation des milieux populaires sur le sujet climatique.

Concrètement, cela passe par des alliances avec ces mouvements notamment au niveau local, qui permettent une meilleure inter-connaissance. Mais cela passe aussi par le développement de nouvelles méthodes de mobilisation, complémentaires à celles que nous maîtrisons déjà, susceptibles d'intégrer d'autres types de publics.

L'émergence des Bases a également permis, pendant la crise du covid, de se positionner dans les réseaux d'entraide en devenant des camps de base pour des distributions alimentaires ou maraudes.

*Si la prise de conscience sur les problèmes climatiques et sociaux est globalement grandissante depuis 2018, c'est aussi que des actions s'inscrivant dans des luttes portées par des groupes comme Alternatiba / ANV-COP21 ont porté leurs fruits. La radicalisation des modes d'action de ces dernières années a permis d'avoir un impact politique plus important, mais le renforcement ainsi que le renouvellement des forces bénévoles n'arrivent pas à être à la hauteur des objectifs.*

## II) Analyse et enjeux de la situation politique

### **1. Le vieux monde court à sa perte**

Nous l'avons encore ressenti dans notre chair à l'été 2022 : le dérèglement climatique n'a jamais été aussi tangible, alors que les bouleversements qu'il va générer sur notre planète n'en sont qu'à leurs prémices.

Dans son sixième rapport, le GIEC a été particulièrement alarmant sur les trajectoires poursuivies et a appelé à des réductions drastiques des émissions. D'après la communauté scientifique des climatologues, pour rester sous l'objectif de 1,5°C, il faudrait réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 et viser la neutralité carbone en 2050. Un objectif qui suppose des changements majeurs du système et des modes de production, de consommation et d'aménagement du territoire. Notre action doit être guidée par cet objectif d'infléchir la courbe des émissions rapidement. Nous devons continuer d'encourager et de promouvoir toutes les initiatives allant dans ce sens, tout en dénonçant, bloquant, faisant retirer tout projet allant à contre-sens.

Sans un effort exceptionnel et inattendu de la part des États, le réchauffement climatique global dépassera la barre des 1,5°C. Les climatologues nous ont averti qu'une fois ce seuil dépassé, il nous faudrait redoubler d'effort pour rendre prioritaire l'adaptation au dérèglement climatique, au même niveau que la lutte contre leurs aggravations. Dans les consciences comme dans les actions, ces deux aspects pourraient ne pas coïncider totalement. Pour autant, nous refusons de conclure que la bataille est perdue et n'adhérons pas au fatalisme. Nous n'avons pas le droit de désertir la bataille pour l'atténuation du dérèglement climatique. Chaque dixième de

degré compte : les impacts à +1,5 °C resteront toujours plus faibles que ceux à +1,6 °C et les niveaux d'horreurs et de drames sont incomparablement supérieurs à +4°C par rapport à ceux provoqués par un réchauffement à +2°C.

Les impacts dus au dérèglement climatique se font déjà sentir depuis des années dans les pays du Sud, et aujourd'hui également dans les pays du Nord, menaçant les conditions de vie et/ou d'habitabilité de la Terre. Nous sommes toutes et tous concerné·es par ces enjeux, mais les pays du Sud et les populations les plus précaires restent les plus touchées. C'est notre responsabilité morale, et notre devoir en terme d'équité, de tout faire pour sauver ce qui peut l'être, en réussissant à freiner le plus tôt possible la course folle du système actuel. Il faut tout faire pour limiter l'ampleur et la vitesse du changement climatique en cours.

La reprise économique post-covid et les différents conflits géopolitiques en cours, notamment la guerre en Ukraine, ont mené à une crise énergétique internationale, qui est partie pour durer. La dépendance aux énergies fossiles en ressort particulièrement et le besoin de repenser le modèle énergétique est prégnant.

Les guerres, la montée de l'extrême-droite, les conflits liés aux ressources et au changement climatique qui s'accélèrent, les migrations forcées, l'effondrement de la biodiversité... Tout cela montre que le vieux monde continue, coûte que coûte, voire accélère sa course vers le crash, et légitimise de plus en plus le changement de système radical que nous proposons depuis des années, et que nous continuerons à revendiquer et à construire.

## 2. En France, un pas en avant, deux pas en arrière

Ces dernières années ont vu une prise de conscience renforcée de la nécessité d'agir et d'actes politiques forts. On a pu observer des avancées politiques comme l'élection de maires écologistes dans plusieurs villes comme Grenoble, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Tours, Besançon, Marseille aux dernières élections municipales ou bien l'arrivée de militant·es climat au pouvoir lors des élections régionales et législatives. Mais aussi une répression politique soutenue, comme les nombreux procès de décrocheurs et décrocheuses de portraits - dont plusieurs se sont soldés par des relaxes au nom de la liberté d'expression et/ou de l'état de nécessité -, ou bien la situation révélatrice du Préfet de la Vienne demandant le retrait des subventions accordées à Alternatiba Poitiers pour son Village des alternatives en raison d'une formation à la désobéissance civile organisée dans ce village (à noter que la mairie et la métropole de Poitiers ont soutenu Alternatiba Poitiers face aux pressions du Préfet).

En France, la réélection d'Emmanuel Macron en 2022 a maintenu au pouvoir une élite politique néolibérale et décomplexée, et a confirmé que les idées d'extrême-droite gagnaient plus que jamais du terrain. Par ailleurs, une dynamique intéressante du côté de la gauche s'est mise en place. Le rapport des forces a donc évolué, et trois blocs forts se distinguent alors maintenant sur l'échiquier politique hexagonal ainsi qu'à l'Assemblée Nationale, avec une gauche écologiste radicale plus forte qu'avant, mais une extrême-droite qui s'est aussi beaucoup renforcée.

Le climat est aujourd'hui dans tous les discours politiques, y compris des partis politiques de droite et d'extrême-droite. La thématique a été intégrée, de manière plus ou moins consistante et cohérente, dans les débats politiques de tous les partis, bien que les actes soient toujours loin d'être à la hauteur. En effet, si certains

partis politiques et élu·es se sont fait les porte-voix des sujets portés par le mouvement climat, cette volonté politique ne s'est pas encore concrétisée dans une inflexion de la politique gouvernementale, ni par la montée des sujets écologiques et sociaux dans le débat des élections présidentielle et législatives de 2022.

### Dernières cartes pour les élu·es municipaux

La temporalité de cette feuille de route correspond à celle des dernières chances pour les élu·es municipaux de mettre à profit leur mandat pour agir pour la métamorphose écologique et sociale et enclencher ou continuer la transformation des territoires. La structuration de notre mouvement est particulièrement adaptée à la prise en compte de cet enjeu.

### Un climat social délétère

Au-delà de ce climat politique, le climat social est, lui aussi, particulièrement tendu. L'inflation galopante entraîne une tension générale susceptible de s'embraser à tout moment, et le pouvoir d'achat des ménages se réduit toujours plus. De plus en plus de services publics sont privatisés ou affaiblis, la réforme des retraites fait monter la colère sociale, et plusieurs secteurs décisifs sont en crise : celui de la santé, de l'éducation, du social ... Alors que dans le même temps, en 2022, les entreprises du CAC 40 ont distribué 80 milliards d'euros à leurs actionnaires, un record.

Le potentiel de ras-le-bol populaire est à surveiller, et dans ce contexte où les crises et la précarité semblent pour l'instant plutôt renforcer l'extrême-droite, notre stratégie doit convaincre que ce sont bien les propositions portées par le mouvement climat qui peuvent véritablement défendre les intérêts de la population.

## Projets inutiles et artificialisation

Les grands projets inutiles et imposés responsables de l'artificialisation des sols - méga-bassines, LGV, entrepôts ou centres commerciaux, lotissements sur terres agricoles, constructions ou extensions d'aéroports, etc - continuent de se multiplier, à contre-sens de la lutte climatique. Les habitant·es et travailleur·ses de la terre se mobilisent nombreux·ses pour l'abandon de ces projets néfastes et absurdes, car leurs besoins vont à l'opposé du développement de ces projets.

## Le climat : un sujet devenu médiatique mais toujours mal traité

On observe une évolution claire vers une meilleure couverture média (en quantité et en qualité de traitement) des enjeux climatiques et de la lutte pour le climat. Aujourd'hui les articles traitant du dérèglement climatique sont publiés quotidiennement, et ce par des journaux nationaux comme régionaux. Les événements climatiques extrêmes, de plus en plus fréquents partout dans le monde (canicules, incendies, inondations, sécheresses...), sont bien mieux reliés au phénomène global du changement climatique qu'auparavant, et ce même pendant la pandémie. Les médias donnent aussi une plus grande légitimité apparente à la lutte climat. Nos sujets de lutte et nos mots sont repris dans la sphère médiatico-politique, y compris, en étant dévoyés, par nos adversaires.

Les médias jouent de mieux en mieux leur rôle d'information et de relais. Le vide avait été comblé jusque là grâce à l'émergence de médias indépendants et alternatifs et des chaînes Youtube ou des podcasts ; les médias mainstream s'y mettent de plus en plus, ce qui amplifie aussi le niveau et/ou le sentiment de connaissance et d'expertise de la population.

Néanmoins, nous constatons encore beaucoup de faiblesses dans le traitement des thèmes sur le fond, le sensationnel étant privilégié ainsi que la personnification, et les enjeux climatiques encore insuffisamment expliqués et liés aux autres rubriques politiques et économiques.

Un risque important, si les médias focalisent leur diagnostic sur les émissions de gaz à effet de serre sans prendre en compte les dimensions sociales, économiques, ou les autres limites planétaires, est que ce consensus serve à des stratégies de profit industrielles et commerciales, à la poursuite des destructions ou surexploitations d'éco-systèmes, à des projets politiques autoritaires, à la réhabilitation du nucléaire, à diverses autres pseudo-solutions.

Nous observons aussi une montée en puissance de la communication institutionnelle sur la transition écologique. Ce qui est d'un côté une victoire pour nous représente aussi un risque : les stratégies officielles (bas-carbone, zéro artificialisation nette, etc...), avec leurs objectifs (1,5°, 2030, 2050..) voués à ne pas être tenus ou trop tard, ont des effets de banalisation et d'anesthésie. Ceci dit, se battre pour montrer que l'Etat ne respecte pas ses propres engagements ne signifie pas les prendre au sérieux ni les trouver suffisants.

Ces stratégies "adverses" nous invitent à la vigilance pour éviter la confusion qui peut s'installer autour des vraies et fausses solutions.

### Une répression qui se perfectionne et qui se diversifie

Autre évolution notable depuis 2015 : l'État s'est doté de nouveaux outils de surveillance et de répression, visant notamment à criminaliser l'activisme ou lui couper ses financements (cellule Demeter, Loi séparatisme, Contrat d'engagement républicain...). Les associations et les professionnelles du droit font le constat d'une



répression soutenue des mouvements sociaux, et notamment dans le domaine environnemental. Celle-ci s'exerce principalement sous trois modes :

- répression normative : dans le cadre d'un renforcement sécuritaire général lié à la lutte contre le terrorisme
- répression policière : augmentation du contrôle judiciaire qui s'exerce soit à titre préventif pour des faits mineurs n'ayant auparavant jamais fait l'objet de poursuites pénales (ex : le tag à la craie, affichage au scotch sur le grillage d'une permanence d'un député)
- répression judiciaire : des mesures de privation de liberté de plus en plus courantes, contrôles, des placements en garde à vue ou des détentions parfois illégales et abusives de militant·es

Dans tous les cas, nous voyons de forts enjeux à montrer au grand public que la désobéissance civile et l'action militante en général, en état d'urgence climatique et sociale, est légitime, et que c'est leur criminalisation qui pose un problème démocratique.

### **3. Le mouvement climat : plus nombreux, moins massif ?**

La lutte pour le climat s'est ouverte à un large public. Le mouvement climat s'est à la fois élargi et diversifié, avec la multiplication de mouvements différents au sein du mouvement climat global : Extinction Rebellion, Dernière Rénovation, Youth for Climate, la Fresque du climat, les collectifs de scientifiques... Le mouvement climat s'est aussi associé avec d'autres mouvements et collectifs, et constate que la question du climat est prise en compte dans les programmes d'encore plus de mouvements et collectifs. Dans le même temps, le mouvement climat a rendu plus lisible l'articulation de l'écologie et de la justice sociale.

Au niveau hexagonal, de nombreux nouveaux collectifs sont nés et se sont développés en attirant des nouveaux publics - des personnes qui n'étaient pour la plupart pas déjà militantes. On assiste donc à une addition de forces, et non pas à une division d'un mouvement pré-existant. Cette diversification du mouvement climat permet une forme de complémentarité positive, plutôt qu'une compétition, en diversifiant les portes d'entrées et les types de fonctionnement pouvant correspondre à une variété de sensibilités, tout en conservant des lignes politiques qui sont assez proches les unes des autres (lien entre écologie et justice sociale, refus des petits pas, objectif d'un changement radical de nos modes de vie et du système...). La combinaison des mobilisations de masse (marches climat, villages des alternatives) et des actions spectaculaires de désobéissance civile médiatisées visant à dénoncer des responsables (La Défense, Amazon, Société Générale, Total, Roissy etc...) augmente l'efficacité générale du mouvement climat. Tout comme la complémentarité des actions constructives autour des alternatives et des actions d'oppositions aux projets et politiques climaticides.

Si les mouvements militants se sont beaucoup développés, avec une mobilisation des jeunes particulièrement médiatisée, la lutte pour le climat s'est élargie à d'autres acteurs qui ont un rôle majeur, comme les scientifiques et notamment les climatologues, qui s'engagent et interpellent les pouvoirs publics et l'opinion de manière plus engagée qu'auparavant, sortant de plus en plus de la neutralité. On voit également apparaître des tendances de fond comme les démissions d'un travail qui ne correspond pas à des valeurs, ou des changements de lieux de vie.

Cependant, la lutte pour le climat dans son expression visible semble encore aujourd'hui l'apanage d'une classe sociale éduquée,

voire aisée, phénomène accentué par la médiatisation sensationnaliste d'une part réduite des actions pour le climat. Loin de ça, les classes populaires que l'on oppose souvent aux "écologistes" connaissent déjà les premières conséquences du dérèglement climatique et écologique, mêlées à d'autres causalités telles que le covid-19, l'inflation, les guerres.

Par ailleurs, ces dernières années sont beaucoup plus marquées par les actions "coup de poing", de blocage, de désobéissance civile, et beaucoup moins par des mobilisations massives et par des initiatives autour des alternatives. L'absence de mobilisations massives régulières comme l'ont été les marches pour le climat en 2018-2019 ou les Villages des alternatives en 2013-2015 nous prive d'une mise en visibilité de la dimension massive du mouvement climat, qui lui confère une grande légitimité aux yeux de l'opinion, et permet de multiplier les portes d'entrées auprès des publics néo-militants. L'absence d'une forte dynamique autour des alternatives au niveau global est également préjudiciable : si les dynamiques locales sont toujours là, un engouement plus global à ce sujet manque dans la panorama actuel pour porter plus fortement une vision positive de la société alternative que nous proposons.

#### **4. Les échéances politiques pour les années à venir**

Les activités d'Alternatiba et ANV-COP21, intrinsèquement politiques, s'inscrivent aussi dans un cadre institutionnel. Pour avoir une vision claire du rôle de notre mouvement dans le paysage politique des années à venir, il est nécessaire de noter certaines des principales échéances politiques à horizon 2026. De plus, nous travaillons aussi régulièrement avec des partenaires plus institutionnels, pour qui l'identification d'échéances politiques est encore plus précieuse. Voici donc les différentes échéances qui vont structurer nos actions des années à venir :

- en 2023 :
  - juin : loi d'orientation agricole
  - septembre : Sommet des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU
  - 2° semestre : Loi de programmation énergie climat (LPEC)
  - la Coupe du monde de rugby en France
  - COP28 à Dubaï
  
- en 2024 :
  - les élections européennes,
  - la mi-mandat des élections régionales
  - triplement de la part modale de vélo par rapport à 2018 (objectif du Plan vélo et mobilités actives du gouvernement)
  - les Jeux Olympiques à Paris
  - COP29
  
- en 2025, le dixième anniversaire de l'Accord de Paris
  - COP30
  
- en 2026, les élections municipales
  
- tout au long de ces années, des objectifs légaux de réduction de l'artificialisation des terres (à intégrer dans les différents documents d'urbanisme)

Ces échéances politiques peuvent nous servir de point d'appui pour lancer des campagnes, s'ancrer dans l'actualité, trouver des actions pertinentes et identifier des victoires gagnables.

### **III) Nos projets prioritaires pour les 2 ans et demi à venir**

Pour la période 2023 - 2025, nous voyons six priorités dans nos projets :

- 1. Arracher des victoires concrètes face au dérèglement climatique, contre ses responsables ou sur des thématiques stratégiques comme le logement et les mobilités**
- 2. Apporter au mouvement climat ce que nous identifions actuellement comme manquant : la dimension massive, une dynamique de mobilisation sur les alternatives, et la diffusion plus large d'une vision écologique de la société**
- 3. Montrer que le mouvement climat est le mouvement de défense de la population**
- 4. Construire des mobilisations inclusives et en phase avec la société, en continuant d'affirmer et de développer la stratégie non-violente et le logiciel radicalo-pragmatique**
- 5. Augmenter notre rapport de force et notre ancrage sur les territoires, notamment via la création de nouveaux groupes et de nouvelles formes de collectifs, la multiplication des bases et l'évolution de notre campagne Alternatives Territoriales**
- 6. Mieux articuler l'action au niveau local et l'action coordonnée des groupes au niveau global**

Nous détaillerons la vision de notre rôle et ces six priorités dans les trois axes de travail suivant :

- 1. Un mouvement utile**
- 2. Un mouvement populaire**
- 3. Un mouvement ancré sur les territoires et actif au niveau global**

## 1. Un mouvement utile

Qu'est-ce qu'un mouvement utile ?

Nous pensons que cela fait partie des bonnes questions à se poser quand on réfléchit à la direction à prendre en tant que mouvement qui a pour ambition d'avoir un impact concret sur le changement climatique.

Qu'est-ce qui fait que notre mouvement va créer la différence ? Qu'est-ce qui nous permettra de dire, à la fin 2025, "heureusement que nous étions là" ? Quelles brèches du système sont celles dans lesquelles nous devons nous engouffrer, pour les élargir, pour provoquer l'émergence d'alternatives, en rupture avec le système actuel ?

Celles et ceux qui luttent sentent et vont continuer de sentir dans les années qui viennent, au fur et à mesure que des seuils sont dépassés et que des fenêtres d'action se referment, l'écart entre l'urgence à laquelle nous faisons face et l'inaction, la résistance et l'inertie auxquelles nous nous heurtons.

Bien qu'elle soit réelle, l'efficacité de nos luttes reste difficile à percevoir à l'échelle longue, lointaine, de la planète ou des émissions de CO<sub>2</sub>. Incertaine aussi, l'utilité politique que nous devons pourtant viser : obtenir une loi, des votes, des élu·es, gagner en visibilité, en influence... Par exemple, une manifestation massive est-elle un succès si les gens en repartent aussi isolé·es qu'ils sont venu·es, et pas plus engagé·es ?

Nous devons toujours avoir en tête cette question : comment nous jugeront les personnes qui vont subir une planète à +2°C, +3°C, +4°C, ou qui subissent déjà les effets du dérèglement actuel ? Gare à l'inutilité si nos mouvements et nos groupes, trop ou trop longtemps, usent, dispersent ou fracturent leurs forces, perdent leurs batailles, gaspillent le temps, sont excluants, tristes, répétitifs, routiniers, se trompent d'adversaires ou de cibles, sont en concurrence stérile avec d'autres, prennent une posture purement

protestataire ou inversement trop accommodante, se satisfont de rester ultra-minoritaires ou se replient sur eux-mêmes, se sur-investissent dans une illusoire "présence" médiatique ou numérique sans basculer les consciences, se retrouvent isolés et écrasés par la répression.

Nous devons avoir cette obsession à chaque moment de la vie de nos mouvements : comment faire baisser concrètement les émissions de gaz à effet de serre ? Quelles actions et dynamiques sont susceptibles de métamorphoser la société, au moins un peu plus ? Comment faire changer d'échelle les alternatives ? Comment élargir les publics engagés dans la bataille climatique ?

### **Mener la bataille du récit et multiplier les alternatives**

Nous avons construit ce mouvement sur deux jambes : la promotion et le développement des alternatives via Alternatiba d'une part, la résistance et la désobéissance civile non-violente via ANV-COP21 de l'autre. Nous réaffirmons notre attachement à cette vision complémentaire de la stratégie non-violente et continuerons de nous mobiliser sur ces deux axes absolument fondamentaux.

Nous souhaitons rendre accessible et tangible notre vision du monde soutenable pour lequel nous luttons. Le projet d'un territoire souverain, juste et soutenable du Pays Basque "Burujabe" porté par Bizi!, la publication du recueil "Et si ... Le monde d'après ne ressemblait pas au monde d'avant ?" suite au premier confinement, ou encore "Notre grand Pari", la vision de l'Île de France pour les années 2040-2050 par Alternatiba Paris, sont des travaux précieux qui nous ont permis de faire un très grand premier pas. Dans cette lignée, nous souhaitons aller plus loin, toucher d'autres publics, populariser ces travaux, en inventer des nouveaux, afin de remporter de nouvelles batailles culturelles ; tout en identifiant des

effets levier beaucoup plus rapides pour faire changer d'échelle et multiplier les alternatives.

### Gagner des batailles qui font baisser concrètement les émissions de gaz à effet de serre

Par la bataille culturelle, la transformation des visions du monde partout dans la société, sans nous contenter (mais il faut faire cela aussi) d'occuper des places qui semblent fortes dans la rue, sur des sites à défendre, et dans les champs médiatique et politique.

Par des victoires symboliques : que les tribunaux condamnent l'inaction climatique de l'État ou les atteintes au vivant par certaines entreprises, que des militant·es soient relaxé·es au nom de la nécessité d'agir, que nos idées soient portées et victorieuses lors d'élections.

Par des victoires concrètes ponctuelles et surtout durables : lutte contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, mise en place de politiques locales favorables au climat, partout et dès qu'on le peut.

En identifiant les obstacles, les allié·es, les adversaires, en ciblant les leviers les plus décisifs, mais aussi les plus à notre portée à chaque moment.

En apprenant, en se formant, en inventant, en expérimentant, en partageant, en aidant : nous souhaitons que des personnes puissent passer par notre mouvement aussi pour trouver ensuite d'autres champs de militantisme. Pour cela nous devons proposer aussi des lieux et formes d'action d'accès facile, entraînants, à faible risque, et ainsi permettre à qui vient à nous de se former à la conduite de réunions efficaces, à la construction de consensus, à des techniques d'action qui peuvent bénéficier à tous les mouvements oeuvrant pour un monde plus juste et désirable.



## **Les mobilités : premier poste d'émission de gaz à effet de serre**

Le secteur des transports est le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre en France : mettre un coup d'accélérateur sur la transformation de ce secteur serait décisif contre le dérèglement climatique, c'est pourquoi nous devons plus que jamais nous en emparer.

Cet enjeu est tout aussi culturel que structurel. L'offre en alternatives aux mobilités polluantes est pour l'instant inadaptée ou peu existante : nous devons exercer de la pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils s'engagent politiquement afin d'orienter les infrastructures et la gestion de l'espace en faveur des mobilités actives (marche, vélo) et des transports en commun. Mais il faudra aussi influencer sur les comportements des usager-es, afin de participer au développement d'une culture soutenable de la mobilité.

## **Logement, climat, même combat**

La lutte pour un logement digne pour toutes et tous est essentielle si nous voulons construire une société juste et soutenable. Les enjeux liés au logement sont nombreux et impactent directement notre quotidien. Logements passoires, résidences secondaires, pénurie de logements et loyers inabordables, artificialisation des sols, tourisme de masse... En plus d'être un levier décisif sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le logement représente par ailleurs le premier poste de dépense des ménages. Une vraie politique pour des logements performants, accessibles à toutes et tous, permettrait aussi d'avoir des effets directs et immédiats sur le niveau et la qualité de vie des personnes de classes et milieux populaires.

La France est particulièrement en retard sur sa politique de rénovation des logements passoires. Aujourd'hui, ce sont 12 millions de personnes qui vivent dans une précarité énergétique

grandissante à cause de la crise énergétique. L'augmentation des coûts d'énergie et des loyers fait de cette situation une priorité. Le besoin de réduire fortement la surface et l'énergie consommées (parfois gaspillées) par habitant·e ouvre des questions sociales difficiles sur l'habitat, sur le partage des espaces et des richesses, sur les biens et lieux communs, sur la liberté des acteurs économiques.

Face à ces constats, nous ne pouvons rester sans rien faire. Nous allons nous emparer de ce sujet et soutenir, par notre force de mobilisation, les acteurs qui luttent depuis des années pour un logement digne accessible à toutes et tous.

### **Crise et précarité énergétique**

Nous vivons une crise énergétique d'ampleur inédite. La dégradation de la situation énergétique au niveau européen a engendré une augmentation de la consommation des énergies fossiles et une alarmante hausse des prix de l'énergie. Une part importante de la population se trouve déjà dans une situation de précarité et de baisse du pouvoir d'achat. Cette hausse des prix pourrait engendrer une crise sociale de grande ampleur, notamment lorsque le bouclier tarifaire aidait les ménages face à la hausse des factures d'électricité et de gaz prendra fin au printemps 2023.

Cette crise est pour nous l'occasion de questionner notre modèle énergétique obsolète et d'élargir nos alliances sociales pour une vraie politique de sobriété et de justice. Dans ce sens, nous devons continuer à dénoncer le décalage entre le gaspillage énergétique permis aux plus riches par ce modèle productiviste et la sobriété collective que nous devrions atteindre pour relever le défi climatique.

## **Les Grands Projets Inutiles et Imposés**

Malgré l'urgence climatique, les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) continuent de proliférer sur les territoires. Méga-bassines, surf-parks, nouveaux projets autoroutiers, extensions d'aéroports ou entrepôts e-commerce... Nous devons continuer à lutter contre ces infrastructures dévastatrices pour le climat, responsables notamment de l'artificialisation des sols, de pollutions et de la surconsommation. Chaque territoire en lutte, chaque victoire remportée contre ces projets, c'est autant d'émissions de gaz à effet de serre évitées et de dynamique locale créée avec laquelle étendre nos batailles.

## **Mener les batailles contre les responsables du dérèglement climatique**

Les responsables du dérèglement climatique connaissent depuis des décennies les conséquences néfastes de leur action et ont volontairement choisi de ne pas changer de trajectoire. Sous de multiples facettes, ils composent ce système contre lequel on se bat : les élus locaux et nationaux qui mènent des politiques à contre-sens de l'urgence climatique, les grandes entreprises et banques qui financent ou mènent des activités exploitant les énergies fossiles, ou encore les milliardaires qui s'enrichissent en profitant des crises écologique, sociale, sanitaire ou de la guerre. Ces prochaines années, nous devons continuer à combattre et visibiliser la responsabilité des personnes et institutions qui auraient le pouvoir d'agir mais choisissent de ne pas le faire.

## **Faire respecter les engagements et les lois favorables à notre lutte**

Il existe déjà de nombreux plans (SNBC - Stratégie Nationale Bas Carbone, PPE - Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, par exemple) et lois qui permettent d'agir face au dérèglement climatique mais qui ne sont pas respectés. Par exemple, l'article

L228-2 du Code de l'Environnement, qui oblige à intégrer des aménagements cyclables dans les créations et rénovations de voies urbaines en agglomération, à l'exception des autoroutes et voies rapides, n'est toujours pas respecté dans de très nombreux territoires, voire même pas connu, 26 ans après son entrée en vigueur.

Nous devons continuer de nous mobiliser contre celles et ceux qui, ne respectant pas les lois qui vont dans le bon sens ou renonçant à leurs propres engagements, font le choix criminel de l'inaction. Les affaires dites "Affaire du Siècle" ou "Affaire Grande-Synthe" ont créé des précédents juridiques historiques dans la lutte climatique : la justice est très claire, l'État et ses représentant·es doivent respecter leurs engagements. Nous travaillerons à ce rapport de force afin de pousser l'État à obéir à ces décisions de justice et même à aller plus loin pour garantir un futur vivable et désirable.

### **S'organiser, la force du nombre**

Pour faire évoluer le rapport de forces en notre faveur contre les pyromanes du dérèglement climatique, nous devons montrer que nous sommes nombreux·ses. C'est un objectif à part entière de notre mouvement : utiliser la force du nombre permettra non seulement d'augmenter notre importance dans le rapport de force avec nos adversaires, mais aussi d'influer sur le rapport des consciences en faisant avancer la bataille des idées. Rassembler une part toujours plus importante de la population derrière nos idées nous semble essentiel pour réussir la métamorphose radicale et soutenable de nos sociétés.

Pour cela, nous voulons être un mouvement capable d'organiser des mobilisations de masse, partout dans les territoires. Un mouvement capable de lancer régulièrement des dynamiques d'actions et de manifestations spectaculaires. Un mouvement capable d'aider à combler l'un des manques du mouvement climat

en ce moment : sa dimension massive.

## **2. Un mouvement populaire**

Nous prônons un changement de système radical, significatif, qui concerne toutes les parties de la société, toutes les personnes qui la composent. Nous devons donc être un mouvement populaire, divers, qui défend la population et qui s'inscrit en elle.

### Élargir la sociologie du mouvement climat

Nous voulons contribuer à rendre le mouvement climat plus représentatif de la population. Il faut pour cela élargir la sociologie du mouvement climat :

- en poursuivant le développement d'un réseau de groupes dans une diversité de territoires, eux-mêmes porteurs d'une diversité sociologique
- en cherchant activement à connaître et prendre en compte les points de vue de publics peu engagés avec nous, et en levant autant que possible les obstacles qui les tiennent écartés de nous
- en développant une diversité de modes d'action et en multipliant les portes d'entrées pour mobiliser des publics non engagés et que chacun puisse trouver sa place
- en diversifiant les alliances au-delà des cercles militants
- en échangeant et si possible en travaillant de concert avec les secteurs et corps de métier concernés en premier lieu par le changement global structurel que nous devons mettre en place : aviation, tourisme, agriculture paysanne et industrielle, finance, pompiers ...

### Une écologie populaire concrète

Nous voulons que les mouvements Alternatiba et ANV-COP21 développent une écologie populaire concrète, non seulement dans

le discours mais aussi et surtout sur le terrain, par la pratique. Une écologie populaire, c'est-à-dire portée par la population de manière large et diversifiée, par différents secteurs de la population y compris les milieux populaires, et qui mobilise au-delà des cercles militants. Une écologie populaire qui répond aux besoins concrets et immédiats des gens, et qui fasse le lien entre les problématiques écologiques et les problématiques sociales. Et qui fasse bien apparaître que la consommation des classes populaires est déjà limitée par leurs budgets, qu'elle est souvent manipulée par la publicité, voire forcée par les conditions de vie et d'emploi, et qu'il faut que la transition écologique se fasse avec un impératif de justice sociale.

Nous ne voulons pas nous limiter à des slogans ("Climat, justice sociale, même combat") ni à un travail d'alliances qui pourrait rester superficiel ou dans une démarche d'affichage, mais apporter notre propre contribution par un travail de mobilisation concret de publics qui ne sont pas encore engagés dans la bataille climatique. En nous inspirant des expériences existantes, dans notre réseau et en dehors, il s'agit d'identifier et de développer les manières qui correspondent le mieux à nos capacités et nos atouts propres pour mener ce travail, et ainsi apporter quelque chose de singulier et qualitatif à ce travail d'élargissement du mouvement social climatique.

### La pratique crée la conscience

Développer une écologie populaire concrète nécessite d'inscrire notre travail dans la logique selon laquelle "la pratique crée la conscience". Il faut éviter les processus trop théoriques et hors-sol, et confronter assez vite nos idées et nos théories au travail concret, pour les ajuster en fonction de ce qu'elles donnent sur le terrain. Nous partons du principe que ce qui conscientise le plus les gens, c'est l'action ! Et c'est aussi l'action qui crée les liens humains et l'enthousiasme qui nous font rester et trouver notre place dans le

mouvement.

### Valoriser notre propre diversité

Nous voulons aussi valoriser notre propre diversité, et les milieux populaires déjà présents dans notre mouvement. Nous voulons éviter une surreprésentation médiatique des grandes villes, qui sont les territoires les plus denses et les plus médiatiques, afin que la réalité d'autres types de territoires et d'autres profils sociologiques, qui existe aussi dans le mouvement, soit pleinement visible et représente tout autant notre mouvement global.

### Rendre notre vision du monde majoritaire

Nous voulons contribuer à rendre majoritaire notre vision du monde basée sur les alternatives. Elle doit, pour cela, être à la fois lisible, crédible et désirable. Nous devons la rendre plus lisible, car elle est encore bien trop peu identifiée. Nous devons la rendre crédible, notamment en nous appuyant sur les exemples réussis d'alternatives développées à grande échelle, et en consolidant la légitimité liée au fait de se référer à la méthode scientifique et notamment aux travaux des climatologues. Et nous devons la rendre désirable, en faisant sentir et comprendre au plus grand nombre en quoi la société d'écologie radicale que nous proposons est porteuse de sens et d'égalité et assure au mieux, pour tou·tes, des conditions de vie dignes et compatibles avec le monde qui vient.

### Multiplier les portes d'entrées

Pour relever le défi climatique avec la participation active de la population, afin de garantir un changement radical qui soit en même temps démocratique et socialement juste, nous devons

renforcer notre polyvalence et développer la complémentarité des modes d'action non-violents, qui mobilisent des publics différents

- des actions militantes, de désobéissance civile
- des formats de mobilisation de masse accessibles aux publics familiaux
- des actions "coup de poing" médiatiques
- des actions non-violentes de masse
- des actions constructives (alternatives)
- etc.

Le travail de mobilisation que nous souhaitons mener consiste à déclencher l'engagement chez des personnes non-militantes. Cela passe par la capacité à proposer des formes d'action et de mobilisations originales, innovantes, et des niveaux d'engagement différents, dont certains sont accessibles aux débutant·es.

Nous voulons aussi organiser à nouveau des temps centralisés forts, qui permettent au réseau d'Alternatiba et ANV-COP21, et plus généralement du mouvement climat global, de se retrouver (du type Camps climat centralisés, actions de masse...).

Il faudra continuer à faire évoluer nos organisations internes pour accueillir et faire participer de plus en plus de personnes, pas forcément dans les formes actuelles du militantisme (réunions, Camps climat, manifestations, actions...).

### **Des alliances larges allant au-delà des publics militants**

Scientifiques, associations sportives et culturelles, réseaux professionnels... Nous voulons poursuivre le travail d'alliances en accordant une importance particulière à celles qui nous permettent de dépasser les cercles militants.



## Faire de notre ligne apartisane une force

Depuis leur lancement, Alternatiba et ANV-COP21 sont définis comme des mouvements apartisans via leurs chartes. Ce choix a été fait pour garantir une crédibilité et efficacité en tant que contre-pouvoir citoyen : la posture apartisane nous permet de nous positionner par rapport à des projets et politiques uniquement en fonction de leur impact sur le climat et la justice sociale et non pas en fonction d'affinités politiques ou de questions de loyauté.

Si le respect de la posture apartisane est toujours important, il requiert une vigilance encore plus forte en période de campagne électorale car le jeu partisan y est plus vif que d'habitude, et on se retrouve alors plus facilement associé à des couleurs politiques par les médias ou des listes qui ont un intérêt à nous décrédibiliser.

La tenue de cette position apartisane est complexe, est une construction au long cours, mais nous la considérons comme une force, qui permet de toucher des personnes de toutes les tendances politiques, complémentaire des mouvements et organisations partisans qui portent les mesures et le projet de société que nous voulons faire advenir. Un contre-pouvoir citoyen qu'on ne peut accuser de rentrer dans le jeu partisan, mais qui ne se prive pas non plus d'utiliser le levier politique s'il sert nos campagnes et nos objectifs.

Nous devons être vigilant·es, toutes et tous, que le mouvement ne dévie pas de cette position, et nous nous appliquerons dans les prochaines années à préciser les règles de l'apartisanisme au niveau global pour notre mouvement, notamment sur notre positionnement vis-à-vis des partis qui portent un projet de société proche du nôtre.

## Consolider l'approche radicalo-pragmatique et la stratégie non-violente

Afin d'impliquer différentes parties de la population, il faut agir de façon pragmatique, c'est-à-dire en partant du niveau de conscience des gens et de leurs préoccupations prioritaires, tout en visant des objectifs de changement radical du système.

C'est dans cette perspective d'un mouvement de masse populaire que nous développons une stratégie non-violente, qui permet de concilier inclusivité et radicalité. Nous devons renforcer cette approche à différents niveaux :

- en interne, en augmentant notre maîtrise de la stratégie non-violente et du logiciel radicalo-pragmatique via des formations, des retours d'expériences, et des temps d'échanges d'expériences.
- en externe, en renforçant le travail de sensibilisation et de formation pour rendre plus compréhensible la stratégie non-violente et les raisons pour lesquelles nous l'adoptons par rapport à notre objectif d'un mouvement de masse. Notamment, faire mieux comprendre les raisons pour lesquelles la stratégie non-violente est incompatible avec des modes d'action perçus comme "violents" ou menés à visage masqué, et pourquoi nous ne considérons toutefois pas comme des adversaires d'autres mouvements choisissant des stratégies différentes de la nôtre.

## Être en phase avec la société

Pour être en phase avec la société tout en visant un changement de système qui va prendre du temps, nous voulons concilier trois temporalités

- à long-terme, nous avons besoin d'avoir un cap qui nous donne une direction générale et un horizon, et des axes de travail structurants qui mettent des années à porter leurs fruits
- à moyen-terme, nous avons besoin d'une organisation capable de préparer des projets à l'échelle de quelques mois ou d'une année (Camp Climat, action de masse...), car ce sont des projets qui permettent de structurer et de faire grandir le mouvement, de conscientiser par la pratique, et de faire monter en compétences des personnes sur les rôles de coordination, d'animation, etc.
- à court-terme, nous devons pouvoir organiser des actions réactives à l'actualité, qui nous permettent d'être en phase avec les mouvements sociaux, avec l'évolution des débats de société, qui nous permettent d'articuler nos idées avec les sujets qui retiennent l'attention médiatique et de l'opinion.

### **3. Un mouvement ancré sur les territoires et actif au niveau global**

Pour changer le système, nous voulons agir au niveau local, en participant au développement des alternatives concrètes et à la métamorphose des territoires, ainsi qu'en bloquant les projets climaticides ; comme au niveau global, en menant la bataille culturelle, et en obtenant des changements structurels pouvant produire des effets levier sur les alternatives et contre les politiques climaticides.

## Consolider et multiplier les groupes et les bases : étendre le maillage territorial pour élargir la sociologie du mouvement hors des villes et dans les villes

### Les groupes locaux

Nous voulons à la fois consolider les groupes existants, lancer de nouvelles dynamiques de création de groupes pour mailler davantage le territoire et élargir la sociologie du mouvement.

Consolider les groupes, en poursuivant le développement de formations, d'échanges d'expérience entre territoires. Notamment au niveau du recrutement et de la responsabilisation de nouvelles et nouveaux pour soutenir les coordinateurices et animateurices des groupes locaux qui sont très investies, et pour renforcer les méthodes d'auto-financement afin d'augmenter leurs capacités financières. Inciter les groupes à se doter de Bases est également une piste pour renforcer l'ancrage dans l'écosystème politique local, accroître la visibilité et donc le recrutement, renforcer les liens humains et les capacités logistiques des groupes.

La création de nouveaux groupes locaux doit permettre :

- quantitativement, de multiplier les lieux où nous pouvons concrètement soutenir et développer des alternatives et des luttes de résistance : avoir des points d'appui plus nombreux pour relayer des dynamiques globales comme les marches pour le climat.
- qualitativement, en poursuivant la création de groupes dans des territoires diversifiés : centres urbains des grandes villes, banlieues et zones périphériques, petites et moyennes villes, zones rurales. Cette diversité territoriale porte une diversité sociologique, car on ne trouve pas la même représentation des différentes catégories de la population (socioprofessionnelles, âge...) dans ces différents territoires. Un mouvement capable de mobiliser et de relayer des communications adaptées à une grande diversité de

territoires et de secteurs de la population est aussi un mouvement capable, au niveau global, d'être crédible et audible auprès de la population d'une manière large. C'est grâce à cette diversité que le mouvement peut continuer de développer sa dimension populaire et ne pas se laisser réduire et enfermer dans la caricature des "bobos urbains blancs privilégiés" avec laquelle nos adversaires décrédibilisent le mouvement écologiste.

- avoir un grand nombre de groupes est aussi un moyen d'augmenter notre force de frappe quand nous décidons de concentrer nos forces sur certains objectifs communs au niveau global. Mener une action décentralisée dans 3 territoires, 30 territoires ou dans 300 territoires, ça ne produit pas le même effet.

### Les Bases

Afin de continuer à faire grandir le réseau des Bases, il faut non seulement continuer à créer des lieux, mais aussi renforcer leur mise en réseau, leur résilience et leur ancrage territorial.

Il nous faut continuer à créer de nouvelles Bases et ainsi mailler le territoire avec une diversité de lieux résilients et politisés. Nous devons les visibiliser afin de montrer qu'elles sont une référence en matière de mobilisation climat et sociale et qu'elles agissent comme une porte d'entrée dans le mouvement climat en général.

Les Bases doivent développer de nouvelles activités (recyclerie, conserverie, bibliothèque/librairie...) pour développer des modèles économiques variés, afin d'augmenter leur résilience et renforcer les liens avec leur territoire. Ainsi, leur complémentarité sera un réel atout dans leur mise en réseau.

Le modèle économique des Bases doit servir à les faire vivre de manière autonome et indépendante financièrement, mais aussi permettre une entraide entre le réseau des différentes Bases en construction et en activité. Elles pourraient dans un troisième temps être des supports financiers pour le développement du mouvement en remplaçant peu à peu les financements externes de l'équipe d'animation par de l'autofinancement issu des Bases.

### **De nouvelles formes de collectifs à expérimenter**

En plus des bases et des groupes "classiques" tels que nous les connaissons actuellement, nous voulons explorer de nouvelles configurations : des groupes de plus petite taille (comme les groupes action de certains partis politiques qui font du collage à 2 ou 3 personnes), des dynamiques pouvant se créer autour de pétitions (comme avec le projet Greenvoice), des réseaux de "sentinelles écologiques" (comme le fait Bizi!, ou d'une autre manière, certains collectifs du Pacte), peut-être des groupes spécialisés comme le fait Extinction Rebellion, voire des activités pouvant être menées par des personnes isolées.

Ces autres types de configuration pourraient nous aider à nous implanter dans des territoires plus difficiles comme les zones périphériques ou peu denses, ou auprès de profils spécifiques (jeunes parents peu disponibles pour des dynamiques de groupes mais susceptibles d'animer des pétitions, par exemple).

Elles pourraient aussi être utilisées et portées par les groupes locaux classiques pour diversifier leurs façons de prendre en compte toutes les populations de leur territoire.

### **Alternatives Territoriales**

Nous voulons faire évoluer la campagne permanente Alternatives Territoriales pour qu'elle s'adapte aux différentes phases des

mandats municipaux : le travail n'est pas de même nature à l'approche des élections où il y a des phases de campagne et où les candidat·es sont plus réceptives au travail de plaidoyer, de proposition et de mobilisation que nous pouvons faire, et dans les phases entre deux échéances électorales où le rapport de forces est plus faible, et les possibilités de mobilisation sont différentes.

Nous devons préciser le rôle de cette campagne dans les trois phases qui sont à venir :

- en 2023, le travail autour des bilans de mi-mandat pour obtenir des engagements plus forts et plus précis de la part des communes
- la période 2023-2025 pour obtenir des avancées concrètes avant la fin des mandats municipaux
- l'année 2026 qui sera à nouveau une année d'élections municipales

### Réseau international d'Alternatiba

Nous voulons mieux intégrer les groupes qui sont en dehors de la France métropolitaine dans la dynamique globale du mouvement - Haïti, Suisse, Sénégal, Congo. Beaucoup des projets qu'on impulse sont franco-français, ce qui ne permet pas à ces groupes de participer. La réalité locale de ces groupes est également éloignée de celle des territoires de l'hexagone. Et les outils mis en place pour le réseau ne sont pas forcément adaptés à l'ensemble de ces groupes (problèmes de connexion internet à Haïti et au Congo par exemple). Ces groupes revêtent pourtant une importance politique certaine.

Haïti fait face non seulement aux effets du dérèglement climatique mais aussi à l'effondrement de son système politique, la corruption, la violence des gangs, et des difficultés matérielles considérables : le fait que des groupes Alternatiba mènent la bataille climatique

dans un tel contexte est exemplaire et peut être source d'inspiration et de détermination pour d'autres.

Dans un tout autre registre, un groupe comme Alternatiba Léman, très identifié dans l'écosystème associatif de la Suisse francophone et organisant régulièrement des Villages des alternatives, permet également au mouvement d'être présent dans une capitale européenne de premier rang, avec de nombreux lieux de pouvoir et d'institutions internationales.

Nous voulons ainsi voir comment adapter la manière de communiquer avec ces groupes hors de France pour mieux nous adapter à leurs conditions, voir comment mettre en place des moyens de mieux valoriser leurs activités locales, et imaginer certains projets susceptibles d'être partagés au-delà de la France métropolitaine.

### **Augmentation de nos capacités stratégiques**

Nous voulons développer nos compétences en élaboration stratégique et en actions en justice pour augmenter nos capacités à obtenir des victoires. Nous nous définissons comme un mouvement principalement de mobilisation. Pour procurer à nos groupes locaux des "kits" d'outils de mobilisation pertinents, nous nous appuyons autant que possible sur le travail de plaidoyer élaboré par des organisations spécialistes partenaires. Cela nous demande cependant aussi des compétences internes (dans nos commissions thématiques et nos groupes locaux, en interaction avant, pendant et après les campagnes) pour trouver et adapter ces ressources et en créer d'autres si nécessaire.

### **Agir au niveau local comme au niveau global**

Nous devons faire évoluer notre fonctionnement en réseau pour poursuivre l'ancrage territorial qui est une des grandes réussites de



ces dernières années dans notre mouvement (les groupes sont très en lien avec leurs écosystèmes associatifs locaux, avec de nombreuses alliances, très connectés aux luttes et aux alternatives locales, et souvent moteurs dans des initiatives fédératrices importantes comme les Camps Climat, les marches climat, etc.), tout en retrouvant des capacités de coordination pour être en mesure de mettre des forces de manière simultanée sur des objectifs communs au niveau global, comme nous avons pu le faire dans les premières années du mouvement avec la dynamique des Villages en amont de la COP21, les Tours Alternatiba et leurs centaines d'étapes, les actions décentralisées dans les banques ou encore les décrochages de portraits.

C'est quand nous sommes en mesure d'allier nos forces et de dépasser le périmètre de nos territoires respectifs que nous sommes capables d'affronter des adversaires beaucoup plus puissants que nous comme Société Générale, BNP Paribas, TotalÉnergies ou un gouvernement néolibéral autoritaire comme celui d'Emmanuel Macron.

#### **IV) Améliorer l'organisation et le fonctionnement d'Alternatiba et ANV-COP21**

En même temps que le mouvement climat, le réseau Alternatiba et ANV-COP21 s'est beaucoup développé depuis 2018.

Du côté des groupes locaux, de nouveaux groupes sont apparus au fil des années suite au Tour Alternatiba 2018, et tous se sont développés à travers l'essor de la mobilisation climat en France. Du côté de l'équipe d'animation globale, la multiplication des tâches et des projets a amené un besoin de professionnalisation de certains processus, avec un nombre croissant de permanent<sup>es</sup>.

Ce changement d'échelle a conduit à des situations problématiques qui n'étaient jusqu'alors pas considérées par notre fonctionnement : des groupes locaux plus variés peuvent conduire à des besoins nouveaux, une équipe salariée plus conséquente demande une gestion RH différente, une base militante plus importante rend plus complexe le travail d'un consensus stratégique, la multiplication des associations de lutte contre le dérèglement climatique les met en concurrence pour l'obtention de fonds auprès des fondations. Ces questionnements et la crise interne qui s'est très fortement accentuée à l'automne 2022, nous incitent à mettre à jour le fonctionnement de notre réseau. Nous devons le faire en prenant en compte l'ensemble des objectifs et des rôles de notre mouvement pour les années à venir, qui sont dessinés dans les parties précédentes.

L'équipe d'animation élue en décembre 2022 au week-end de Coordination de Grenoble a prévu au cours de son mandat - et donc sur la durée de la présente feuille de route - une réforme globale du fonctionnement. Un groupe de travail s'est mis en route en 2023, son travail sera orienté autour des 5 axes détaillés ci-après, qui pourront être affinés, complétés et ajustés en fonction des avancées du GT.

## **1. Un réseau de groupes en lien**

Nous comptons rester, même en grossissant, un mouvement constitué de groupes locaux, qui gardent leur autonomie d'action et d'expression, dans le respect des textes fondateurs du mouvement, qui sont solidaires, désireux de communiquer entre eux, et capables d'unir tout ou partie de leurs forces quand ils se donnent des objectifs communs. Plusieurs groupes peuvent même coexister sur un même territoire, par exemple une grande ville et ses banlieues. La gouvernance de la dimension globale a pour fonction de faciliter les liens entre ces groupes et d'accompagner ceux qui en ont besoin. Cette organisation territorialisée est complétée par une

équipe d'animation globale afin d'assurer des fonctions qui ne relèvent pas d'un territoire local en particulier (travail dans des inter-ogas nationales ou internationales, réponses aux sollicitations des médias nationaux et internationaux, signatures de tribunes, d'appels ou prises de position compatibles avec les orientations générales validées en Coordination, etc).

Un groupe local est reconnu comme vivant par le mouvement non par un nombre de membres, mais par ses actions locales et ses contributions au réseau. La pandémie de 2020-2021 et les mesures de restrictions associées ont cependant pu stopper la dynamique à l'œuvre dans certains territoires, dans lesquelles il a pu être difficile de se remobiliser par la suite. A défaut d'intégration à un groupe local vivant, des personnes isolées ou des groupes extérieurs peuvent pratiquer d'autres formes de coopération avec notre mouvement.

Le mouvement essaie de répondre aux besoins de l'ensemble des groupes (formation, outils, assistance, mise en réseau...) et de valoriser leur contribution, qu'ils soient petits ou nombreux, anciens ou récents, auto-définis comme Alternatiba, ANV-COP21 ou les deux.

Chaque groupe se préoccupe de ce qu'il peut apporter aux autres groupes et au mouvement dans son ensemble, en aide matérielle et financière, en compétences, en retours d'expériences, en participation aux élaborations collectives, en regards croisés. Des moyens de communication (facilités ou animés par l'équipe d'animation globale) favorisent et stimulent ces échanges entre groupes.

Les questions de fonctionnement (équilibre Alternatiba - ANV-COP21, instances de pilotage, responsabilisations et commissions particulières, rythme de réunions, outils de

communication, inclusivité, gestion de conflits...) se posent aussi au niveau de chaque groupe local, qui est souverain pour y répondre (sauf violation des textes fondateurs d'Alternatiba / ANV-COP21) et veille à rester là aussi en cohérence avec le mouvement.

Notre mouvement vit par ses membres et ses groupes. Nous faisons attention à ce que le lien entre les groupes soit facilité, que notre réseau soit fort et vivant, s'entraide, se coordonne, se connaisse.

Notre réseau est constitué de groupes dont les besoins diffèrent et l'implication dans le réseau aussi. Cela fait partie de la vie des groupes et du réseau, cela évolue en fonction du contexte national, du contexte local, de la vie des groupes et de leurs temporalités... L'important étant de trouver un équilibre global.

Comment faire réseau plus localement sans rajouter des besoins/moyens supplémentaires qui manquent aux autres échelons ?

Nous devons préciser et affiner la façon dont s'articulent les différentes échelles géographiques du mouvement : le niveau local ; le niveau national (français) ; le rôle que nous pouvons avoir dans la capitale parisienne (qui est à la fois un territoire local et un lieu national où se concentrent médias nationaux, lieux politiques et institutionnels, ONG nationales et internationales, syndicats...) ; et le niveau international.

## **2. Une gouvernance qui évolue**

La gouvernance du mouvement est assurée par plusieurs espaces qui collaborent en continu : l'ensemble des membres actif-ves réunies en Coordination du mouvement, les commissions et

groupes de travail, l'équipe d'animation (la Team) et l'équipe de gestion quotidienne (EGQ).

**La Coordination du mouvement** définit les grandes orientations stratégiques du mouvement. La continuité recherchée entre les week-ends physiques semestriels et les réunions mensuelles en ligne n'est pas encore satisfaisante et doit être améliorée ou repensée. Nous devons donc encore clarifier le pouvoir démocratique que chaque espace peut avoir, et via quels supports, en tenant compte de la disponibilité réelle des membres du réseau. La légitimité de ces espaces provient de la possibilité pour chacun·e d'y participer, mais elle souffre du déséquilibre entre groupes peu investis dans la dimension globale du mouvement, par manque de temps ou d'intérêt, et groupes plus actifs, ayant la possibilité de se relayer et de discuter en avance de leurs positions. Nous devons faire attention à ce que les orientations de la Coordination n'ignorent pas les groupes non présents dans ces espaces, ni ne détériorent les conditions de travail ou d'engagement des personnes concernées par les décisions prises. Des efforts de compensation sont à faire pour (et peut-être par) les groupes qui semblent les moins investis.

**L'équipe d'animation (Team)**, comme son nom l'indique, fait un travail d'animation pro-active de la dimension globale du mouvement, en étant force de proposition sur des projets à mener à l'échelle globale du mouvement, en contribuant à l'élaboration stratégique des orientations validées par la Coordination, et en les opérationnalisant (avec les groupes de travail et commissions). Elle assure une coordination des différents projets et de la répartition des forces de l'équipe, et prend elle-même des décisions politiques et stratégiques entre deux réunions de Coordination (dont elle informe toujours la Coordination). Elle est également garante des textes fondateurs et Chartes du mouvement.

Les décisions de la Team peuvent être remises en question par la Coordination, qui joue un rôle de contre-pouvoir en cas de problème. Ce rôle de contre-pouvoir, bien qu'il soit établi dans notre fonctionnement depuis le début, n'a cependant pas de modalités d'application précises : celles-ci doivent donc être définies pour que ce rôle soit plus clair.

### **Les commissions transversales et les groupes de travail thématiques**

Les commissions sont constituées pour remplir des missions supports et offrir un soutien pérenne aux groupes de travail, eux-mêmes ayant pour but de mener à bien des projets, des campagnes, ou des chantiers ponctuels. Les mandats de ces espaces leur sont attribués par la Coordination ou par la Team. Par défaut, les commissions et groupes de travail sont accessibles à toute personne désireuse de s'y investir, sauf certain·es qui peuvent avoir un accès plus restreint pour des raisons de confidentialité des informations (RH, Finances, Régulation des Conflits, etc). C'est dans les commissions et groupes de travail que se fait réellement le travail de construction des projets, et le travail stratégique de chaque campagne ! Nous devons travailler à ce qu'ils soient investis par encore plus de bénévoles du mouvement, et qu'ils soient considérés pour ce qu'ils sont : des espaces ouverts et décisifs.

**L'équipe de gestion quotidienne (EGQ)** est constituée des permanent·es du mouvement : salarié·es, prestataires, stagiaires, volontaires en service civique, ou encore bénévoles qui travaillent au quotidien pour les commissions et groupes de travail. Elle gère le mouvement au quotidien en appliquant les décisions prises par la Coordination et l'équipe d'animation. Cependant, nous ne voulons pas d'un fonctionnement opposant une équipe décisionnaire et une équipe d'exécutant·es : au-delà des commissions et groupes de travail, l'EGQ doit avoir des liens forts avec l'équipe d'animation.

Cette relation de travail doit s'effectuer sans impacter le bien-être et les conditions de travail des salarié·es et volontaires en service civique, que nous encourageons à adopter et exprimer aussi des points de vue syndicaux sur leur emploi. Ces considérations doivent être au cœur des prises de décision de la Team et de la Coordination : nous devons clarifier et réaffirmer le statut d'employeur joué par ces deux espaces.

Nous devons nous adapter à notre changement d'échelle et mettre à jour les différents espaces et les processus de décision. Pour l'avenir, nous devons :

- Préciser et si besoin adapter le processus démocratique qui permet de choisir l'équipe d'animation lorsqu'elle arrive au terme de son mandat, et le valider en coordination du mouvement en amont du lancement du prochain processus d'élection, afin de choisir sereinement l'équipe suivante (2026 - 2028) ;
- Lier ce processus d'élection au processus de co-construction de la prochaine feuille de route, et valider celui-ci et l'ensemble de ses règles avant de le commencer ;
- Actualiser les statuts de nos associations.

### **3. Un mouvement démocratique et efficace**

Nous pensons que l'efficacité de notre mouvement doit reposer sur des pratiques démocratiques ambitieuses et réalistes. Ces pratiques doivent également favoriser l'engagement des nouvelles et nouveaux au sein du mouvement, dans les groupes locaux mais aussi dans les espaces communs au réseau.

### Des décisions prises dans les bonnes instances...

Nous ne croyons pas à une démocratie idéaliste dans laquelle chacun·e déciderait de tout, tout le temps. À l'inverse, nous pensons qu'il faut que les décisions se répartissent dans différents espaces, pour la plupart ouverts, chacun·e ayant légitimité et expertise sur la question concernée. Cette répartition des décisions en espaces distincts a un double avantage : elle permet une efficacité accrue en répartissant les responsabilités là où elles doivent être, et promeut une démocratie à plusieurs échelles - entre les militant·es et entre les groupes. La diversité des points de vue peut ainsi être représentée dans les espaces adéquats.

Pour réaliser cette méthode basée sur la confiance et la transparence, nous devons clarifier et informer le réseau sur les pouvoirs décisionnels (ou non) de chaque espace (groupes de travail, commissions, Conseil politique, Team, EGQ, Coordination mensuelle, week-end de Coordination) en précisant les champs d'application de ces pouvoirs le cas échéant. La confiance placée dans ces espaces s'accompagne soit de droits de regard sur les décisions, soit de la liberté de participer à ces espaces, et demande aussi que chaque espace reste soucieux des points de vue qu'il risque d'ignorer ou de négliger.

### ... avec un processus bien cadré basé sur la coopération de chacun·e...

Nous voulons que nos prises de décisions proviennent de la réflexion collective, en laissant à chacun·e la possibilité d'exprimer ses avis et d'apporter des amendements. Nous souhaitons le plus souvent possible respecter la méthode "consensus, consentement, blocage".



Cependant, les années passées ont montré que cette méthode pouvait déboucher sur des situations de paralysie au sein du mouvement qu'il était essentiel de débloquer afin de pouvoir continuer à avancer. En 2022, pour la première fois, le mouvement a vécu un vote à grande échelle, et son organisation a mis en lumière les lacunes qui existaient dans notre fonctionnement sur ce point.

Ainsi, nous devons nous munir de processus de vote clairement déterminés, tant sur les circonstances qui peuvent amener à y recourir que sur la tenue même du vote (mode de scrutin, statut de votant·e, espace organisateur, ...). Plus largement, nous devons préciser ou redéfinir la façon dont une nouvelle équipe d'animation est choisie au terme de son mandat.

En parallèle, il faudra interroger les modalités de participation aux différents espaces, ce qu'apporte l'ouverture de certains espaces au réseau et ce qu'apportent les systèmes de cooptation.

### ... et présentées au réseau

Le réseau doit avoir accès aux décisions majeures prises dans les différents espaces. Le format de ces restitutions peut être varié, mais il doit laisser l'opportunité à celles et ceux qui le souhaitent de demander des précisions et des justifications au sujet des décisions qui sont prises.

La légitimité des espaces de décisions ne peut exister que si la confiance qui leur est donnée peut être retirée au cas où des décisions prises nuiraient gravement au réseau. Nous devons nous munir de processus adéquats en fonction des espaces mis en cause.

## Des espaces clairement identifiables et facilement accessibles

Nous voulons que les espaces décisionnels et opérants du réseau soient investis par les militant·es du mouvement. Nous devons rendre ces espaces accueillants pour toutes et tous, peu importe le territoire, l'âge, l'ancienneté ou le niveau d'étude.

La méconnaissance du fonctionnement du mouvement est un frein à l'engagement des bénévoles dans les espaces communs au réseau. Nous voulons améliorer la compréhension et l'appropriation de celui-ci par le plus grand nombre.

## Des outils utiles et faciles à prendre en main

L'efficacité de notre mouvement est en partie due à l'utilisation d'outils à la fois complets et simples d'accès et d'utilisation, à l'image des kits méthodologiques et kits d'action. Il faut diffuser ces compétences pour permettre à chacun·e d'être efficace dans ses partages avec le réseau.

Nos méthodes de gestion rigoureuse des réunions, avec des ordres du jour minutés et envoyés à l'avance et une gestion stricte du temps et des prises de parole sont un acquis essentiel. Les réunions ne sont cependant qu'un espace parmi d'autres dans le mouvement, et ne sont pas le cadre approprié pour accueillir et intégrer tous les profils de personnes. Il faut continuer d'expérimenter et développer une diversité d'espaces susceptibles de permettre au plus grand nombre de rejoindre le mouvement et de s'y investir.

Nous devons actualiser l'analyse de nos outils numériques, et notamment nos espaces de communications (RocketChat,

Telegram, Mumble, Visio-conférence) afin de les orienter chacun vers les meilleures fonctionnalités par rapport à nos différents besoins pour nos discussions stratégiques et nos débats démocratiques, nos partages d'infos et d'expériences, etc.

#### **4. L'importance de l'humain**

##### **Un mouvement inclusif et populaire...**

Nous voulons construire un mouvement de masse qui touche l'ensemble de la société, sans discrimination aucune. Cet objectif ne pourra être atteint que si nos espaces sont toujours plus représentatifs de la diversité (de genre, de territoires, de classe sociale...) de la société.

Nos ambitions sont grandes, mais ne doivent pas intimider et nuire à l'engagement militant et citoyen. Pour cela, nous devons être capables de former et faire monter en compétence les personnes qui en ont besoin. Nos espaces décisionnels et opérationnels doivent rester ouverts à de nouvelles personnes et ne pas reposer uniquement sur des personnes expérimentées.

##### **... qui prend soin de ses militant·es bénévoles et salarié·es**

Nous voulons permettre un engagement militant dans un milieu respectueux et sain pour toutes et tous. En particulier, l'urgence de nos luttes peut inciter les activistes à en faire trop ou à ne plus exiger de bonnes conditions de travail, pour soi ou pour d'autres. Nous devons donc protéger les bénévoles et les salarié·es pour favoriser le travail sur le long terme. Mais nous devons aussi rester attentif·ves aux volontés et besoins de chacun·e, et ne pas perdre

de vue la dimension militante de nos activités. La lutte contre le dérèglement climatique et le système qui le génère nécessite un militantisme déterminé, et des phases d'accélération et de rush quand des failles des adversaires se font jour et que des opportunités peuvent être saisies. Notre responsabilité collective est de nous soutenir dans ces périodes plus intenses, veiller à ce que personne ne fasse de burn-out, permettre un repos individuel en cas de besoin, et à ce que des moments de célébration et des périodes de repos s'alternent avec les phases intenses pour permettre à chacun·e de s'épanouir et préserver sa santé et son bien-être, dans un militantisme qui puisse se développer à long-terme. Un groupe de travail "Amélioration des conditions de travail des salarié·es et volontaires en services civiques", missionné par la Coordination, travaille actuellement sur ces questions en ce qui concerne les permanent·es de l'équipe d'animation globale pour définir un plan d'actions qui sera décidé en Coordination du mouvement et que nous mettrons en œuvre. Ces préoccupations et ces objectifs concernent toutefois également les bénévoles.

Nous devons améliorer nos moyens d'écoute des situations difficiles et établir des systèmes d'alertes efficaces et transparents. Notamment, nous devons éviter de faire reposer la gestion des conflits sur des personnes potentiellement impliquées, et nous assurer de la présence d'une écoute extérieure et impartiale. Le travail entamé sur la procédure d'exclusion doit aussi être finalisé.

## **5. Des finances saines pour un mouvement indépendant**

De nombreux défis touchent les finances de notre mouvement pour les années à venir qui sont en lien avec l'évolution du mouvement climat (mise en concurrence avec un plus grand nombre d'associations), le contexte actuel (crises à répétitions, forte inflation etc.) et l'évolution interne de notre mouvement (visibilité variable des projets menés au niveau global). Face à ces défis, et pour

garantir notre indépendance politique et stratégique, nous devons diversifier nos sources de financement, gagner en résilience et en autonomie et assurer la pérennité de notre mouvement.

Nous devons collectivement assurer la responsabilité de la santé financière du mouvement, car tout le monde bénéficie des dépenses, notamment à travers le travail réalisé par l'équipe salariée au quotidien. Cette responsabilité collective doit se concilier avec l'autonomie financière des groupes locaux dont un nombre grandissant visent aussi à développer leurs capacités financières. Pour trouver un équilibre, plusieurs chantiers doivent avoir lieu : définir l'implication des groupes dans le relai des différentes formes de collecte du mouvement au niveau global, questionner la possibilité d'une adhésion au mouvement, renforcer le sentiment de responsabilité dans tous les espaces du réseau.

Nous devons limiter l'impact de ces transformations sur l'implication militante. Notre modèle économique peut être un frein comme un accélérateur de la mobilisation et de la diversité de notre mouvement. L'engagement au sein de notre mouvement, en tant que bénévole ou salarié·e, ne doit pas être limité aux personnes ayant les moyens financiers et/ou matériels élevés.



Nous voici à la fin de la feuille de route, mais au début du voyage collectif que nous entreprenons dans ces pages. Rappelons qu'il s'agit d'un outil évolutif que notre mouvement se donne pour s'orienter.

On ne peut pas passer tout le temps du voyage à bricoler la carte et la boussole, mais si cette feuille de route vous inspire, tant mieux, et si vous y trouvez des manques, des fausses pistes, des discordances avec le réel, c'est sans doute signe qu'il y a quelque chose à rediscuter, dans votre collectif ou plus largement au sein du mouvement.

Donc nous espérons que vous la ressortirez régulièrement de son tiroir pour sortir la tête du guidon, prendre du recul sur les activités que nous organisons, voir à quels objectifs elles répondent ou pas. C'est ce qui nous permettra d'ajuster nos actions en fonction des objectifs... ou au contraire, d'ajuster certains objectifs en fonction des retours que nous récoltons du travail mené sur le terrain !

